TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 203 du 18 septembre 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	87 885	21 393	12 498	8 799	2 189
Cas/10 000 hab.	85,91	38,20	23,14	16,00	60,8
Nombre de décès	5 864	635	265	339	10
Décès/10 000 hab.	5,73	1,13	0,49	0,62	0,28
Décès/cas	6,67%	2,97%	2,12%	3,8%	0,46%

Chiffres du 18 septembre à 14h00

La gestion de la pandémie de covid-19 a dégradé les relations entre les pays nordiques. Cette situation « préoccupe » Anna Hallberg, ministre suédoise du Commerce extérieur et des affaires nordiques, qui s'engage à renforcer le dialogue avec ses partenaires privilégiés dans les pays voisins. La ministre compare la lutte contre la pandémie à un marathon, qui appelle à des mesures viables et soutenables dans la durée. Dans cette perspective, elle estime que les fermetures et ouvertures répétées des frontières entre les pays nordiques ne font qu'alimenter les frustrations. Elle préconise un nouveau modèle de concertation entre les gouvernements des pays de la zone pour aborder ces sujets de façon plus efficiente.

Danemark

Voté dans la loi de finances 2020, le « Fonds pour un avenir vert » vient d'être lancé. Il est destiné à financer des entreprises et des projets verts, et soutiendra jusqu'à 27 500 emplois. Actuellement doté d'une capacité totale de 25 Mds DKK (3,4 Mds€), ce fonds vert devrait mobiliser jusqu'à 85 Mds DKK (11,4 Mds€) supplémentaires de financements verts privés, selon le gouvernement. Il s'appuiera sur quatre fonds d'investissement publics déjà existants : l'Agence de crédit-export (EKF), le Fonds danois d'investissement vert, le Fonds de croissance danois (*Vækstfonden*) et le Fonds d'investissement pour les pays en développement.

Le gouvernement va allouer 2 Mds DKK (270 M€) au sauvetage des entreprises de transports publics. La crise sanitaire a réduit de 80 à 90% le nombre de passagers dans les transports publics pendant le confinement. Parallèlement, les coûts d'entretien, de nettoyage et de signalétique ont augmenté. Pour faire face à cet effet « ciseaux », le ministre des Transports Benny Engelbrecht a annoncé une aide financière des plus substantielles aux entreprises DSB (ferroviaire), Arriva (bus et trains) et Metroselskabet (métro). Décidée d'un commun accord entre le gouvernement, les régions et les municipalités, cette compensation est qualifiée « d'exceptionnelle » par le ministre.

La Commission pour la transition énergétique des voitures individuelles présente différentes formules de taxation des véhicules dans son premier rapport intitulé « Vers une taxe automobile verte » (« *Roads to a green car taxation* »). Parmi les quatre scénarios étudiés, elle recommande d'atteindre 750 000 véhicules à faibles émissions d'ici 2030. Cet objectif permettrait de diminuer les émissions annuelles de CO_2 de 900 000 tonnes. Face aux objectifs gouvrnementaux de réduction carbone de 70% en 2030 c'est une contribution jugée « relativement modeste » par Anders Eldrup, président de la Commission et ancien PDG de DONG (devenu Ørsted).

Zeronorth et le géant américain Cargill concluent un partenariat stratégique. Cargill a décidé d'investir dans la société informatique de Maersk Tankers et s'est engagé à utiliser le logiciel Optimise de Zeronorth pour l'ensemble de ses 650 navires. Ce logiciel cherche à optimiser la consommation de carburant pour réduire les émissions de CO_2 et améliorer la rentabilité du transport maritime. Lancé en juin 2020, Zeronorth devrait permettre d'augmenter les bénéfices de ce secteur de 80 Mds DKK (11 Mds€) d'ici à 2025.

Finlande

Un rapport du ministère des Finances propose des modifications de la taxation énergétique. Après une première augmentation d'impôt sur les carburants (250 M€) entrée en vigueur en août 2020, le rapport vient préciser les modalités de mise en œuvre des propositions du programme de coalition. Pour la taxation du fioul de chauffage, l'augmentation proposée de 100 M€ interviendrait dès début 2021. Une réduction progressive du taux d'imposition sur l'électricité des industries énergivores (à présent de 0,7 centimes/kWh) au minimum européen (0,05 centimes/kWh) est également préconisée d'ici 2024. En conséquence, le remboursement d'impôts auquel ces industries avaient droit serait supprimé. En outre, les entreprises du secteur minier devraient perdre leur soutien fiscal à l'énergie dès 2021.

Le gouvernement a décidé d'allouer une aide budgétaire supplémentaire de 1,45 Md€ aux municipalités.

L'épidémie de covid-19 a fortement impacté les finances des municipalités, qui ont dû faire face à la hausse des coûts de santé. La 4ème rallonge budgétaire du mois de juin contenait déjà une aide d'1,4 Md€ destinée aux communes, afin qu'elles puissent continuer d'assurer les services publics de base. La nouvelle enveloppe d'1,45 Md€ inclut une aide pour les services publics de base en 2020 (400 M€) et en 2021 (300 M€), ainsi que pour les districts hospitaliers (200 M€). La part des revenus de l'impôt sur les sociétés reversée aux communes sera augmentée de 10 points de pourcentage et portée à environ 42% comme en 2020, ce qui générera 550 M€ de revenus supplémentaires. L'Association des municipalités s'est réjouie de cette annonce, bien qu'elle estime que les aides ne suffiront pas à couvrir entièrement les pertes engendrées par le covid-19.

Neste entame un programme à deux étapes pour s'orienter davantage vers les énergies renouvelables. Neste va dans un premier temps renforcer sa compétitivité dans les produits pétroliers, lesquels font face à une baisse de demande et une surcapacité mondiale de production, en fermant la raffinerie située à Naantali, ce qui pourrait entraîner la suppression de 470 postes. Dans un deuxième temps, elle fera évoluer son site de Porvoo pour augmenter ses capacités de production de produits renouvelables et recyclés.

Islande

La Banque centrale intervient sur le marché des changes. La Banque centrale a annoncé vendre des devises pour un montant de 3 M€ par jour, soit 240 M€ de ses réserves de change d'ici la fin de l'année. L'objectif est de contrebalancer le manque d'activité sur le marché des devises, qui a entraîné une forte dépréciation de la couronne islandaise, afin que celle-ci se fixe à un niveau plus approprié. L'accord conclu entre la Banque centrale et l'association des fonds de pension islandais pour soutenir le taux de change et les recettes d'exportation ne sera pas prolongé au-delà du 17 septembre. En mars, les gestionnaires des fonds de pension avaient été invités à conserver la couronne islandaise plutôt que de l'utiliser pour acheter des actifs en devises étrangères. Depuis le début de l'épidémie, le cours de la couronne s'est déprécié de plus de 17% par rapport à l'euro.

Les opérations de refinancement d'Icelandair se poursuivent. Une offre publique de vente aura lieu les 16 et 17 septembre. L'objectif est d'augmenter le capital social de la société jusqu'à 143 M€ en émettant des actions (1 ISK/action). L'opération est supervisée par les deux banques d'Etat, Íslandsbanki et Landsbankinn, qui se sont engagées à investir jusqu'à 37 M€ chacune si l'objectif initial de l'offre n'était pas atteint. La participation de quatre des plus grands fonds de pension islandais - LiVe, LSR, Gildi et Birta - est encore incertaine.

Des vols intérieurs subventionnés pour les habitants des zones rurales. Le programme « Air Bridge » (*Loftbrú*) offre désormais aux habitants des zones rurales une réduction de 40% du prix de leur vol depuis et à destination de la capitale. Ces tarifs réduits s'appliquent pour un maximum de trois billets privés aller-retour par an. Au total, 60 000 habitants vivent dans ces zones. L'administration islandaise des routes (*Vegagerðin*) sera responsable de la mise en œuvre du projet, en collaboration avec le ministère des Transports. Le montant des subventions est estimé à 3,7 M€ par an.

Le financement d'un nouveau câble sous-marin entre l'Islande et l'Irlande bientôt sécurisé. Une nouvelle étape a été franchie dans le projet de mise en place d'un troisième câble de données sous-marin reliant l'Islande au continent européen. Le gouvernement a approuvé une proposition de financement qui sera soumise prochainement au Parlement. L'objectif est une mise en service du câble d'ici fin 2022 voire 2023 au plus tard. Fin 2018, le Fonds islandais des télécommunications avait conclu un accord de travail DTS (Desk Top Study) avec Farice (détenue par le gouvernement islandais). Les études de préparation ont déjà permis d'identifier Galway et la péninsule de Reykjanes comme les 2 sites potentiels d'atterrissage du câble. Le coût initial est estimé à 50 M€.

Norvège

Les exportations de produits de la mer ont reculé de 14% entre août 2020 et août 2019, passant de 8,5 à 7,3 Mds NOK (respectivement 810 M€ et 695 M€). Cette baisse est liée au renforcement de la couronne norvégienne et à la contraction de la demande de saumon et de cabillaud sur les marchés mondiaux, en particulier en Chine. « Ce n'est que le début des défis commerciaux qui attendent les produits de la mer, dans le sillage de la pandémie de coronavirus », s'inquiète le ministre de la Pêche, Odd Emil Ingebrigtsen.

En vue de la présentation prochaine d'un nouveau paquet de crise de 3 Mds NOK (285 M€) par le gouvernement, l'opposition a présenté ses doléances. Le parti Travailliste demande un assouplissement des critères des indemnités chômage, des mesures de soutien à l'emploi, à la santé, à l'Etat-providence et à la formation. De leur côté, les Socialistes de gauche demandent une hausse d'impôts et des prélèvements dans le fonds pétrolier pour financer le versement de 30 Mds NOK (2,85 Mds€) pour les communes, les entreprises et la croissance verte. Enfin, les Centristes suggèrent une baisse de la TVA à 6% pour le tourisme, les transports et la culture.

En 2011, Equinor a obtenu une licence d'exploitation en Angola, en contrepartie du versement de 295 M NOK (28 M€) à la société pétrolière Sonangol pour le financement de projets sociaux. Or, le contrat ne prévoyait pas de droit de regard d'Equinor sur l'utilisation des fonds. Aujourd'hui, la compagnie norvégienne reconnait ne pas savoir

comment cet argent a été utilisé. Pour Aslak Orre, spécialiste de l'Angola à l'Institut Chr. Michelsen, il s'agit très probablement d'une affaire de corruption.

La multiplication des voitures électriques n'est plus compatible avec l'exemption de péages routiers pour ces véhicules, observe le ministère des Transports, qui prévoit une perte nette de 1,4 Md NOK (133 M€) pour les péages d'Oslo, Bergen, Trondheim et Stavanger d'ici 2030. Pour maintenir les finances à l'équilibre, il faudrait doubler les tarifs pour les véhicules classiques, ou supprimer l'exemption accordée aux modèles électriques, une alternative privilégiée par le ministère. L'ensemble des véhicules neufs vendus d'ici 2025 devront être des modèles à zéro émission, selon les objectifs adoptés par le Storting, rappelle *Aftenposten*.

Suède

98 000 personnes ont été licenciées depuis le début du mois de mars selon l'Agence de l'emploi. 53% des personnes ayant reçu un préavis de licenciement ont été effectivement licenciées et 20% sont aujourd'hui au chômage, n'ayant pas retrouvé d'emploi après la perte du précédent. Ces statistiques préliminaires montrent que la crise économique liée au covid-19 a un impact sur l'emploi plus important que la crise financière de 2008/2009, où les chiffres étaient respectivement de 51 et 16%.

Le taux de chômage a atteint 9,1% en août, ce qui correspond à une légère baisse par rapport à juillet (9,2%).

L'Agence de gestion financiere (ESV) table désormais sur un déficit des finances publiques de 4,2% en 2020 (contre 6,5% dans les prévisions de juin). Le dette Maastrichienne devrait passer de 35,2% du PIB en 2019 à 40,9% fin 2020.

Les sociétés unipersonnelles pourront bénéficier d'un allègement de charges patronales sur le salaire brut de 31,4% à 10,2% lors de l'embauche d'un premier salarié du 1er juillet 2021 au 31 décembre 2022.

Le gouvernement a annoncé 13 Mds SEK (1,25 Md€) de baisses d'impôt sur le revenu du travail en 2021.

La ministre des Finances Magdalena Andersson adopte un discours sceptique à propos des nouvelles ressources propres de l'UE. Elle leur préfère le système en place, qu'elle estime plus transparent sur les contributions des Etats-membres. La minsitre suédoise montre une certaine opposition à une taxe européenne sur le numérique, à la taxe d'ajustement carbone aux frontières ou encore une taxe sur les transactions financières. En revanche, elle se dit ouverte à l'introduction d'un prélèvement sur les déchets plastiques.

Secteur aérien. En août, 650 000 passagers ont transité par les dix principaux aéroports suédois (Stockholm, Göteborg, Malmö…), soit une baisse de 83% par rapport aux 3 700 000 passagers de l'an dernier. La baisse des vols vers l'étranger (-85%) reste plus importante que celle des vols intérieurs (-76%). Suite à l'échec des négociations salariales, SAS a annoncé le licenciement de tous ses pilotes embauchés après 2001, soit 560 personnes.

Handelsbanken ferme une grande partie de son réseau bancaire en Suède (le nombre guichets passera de 380 à 200 d'ici fin 2021) et se concentrera désormais sur les solutions numériques. Cette décision entraînera une suppression de 1 000 emplois et se justifierait par le fait que 99% des relations clients passe d'ores et déjà par des voix numériques. Pour améliorer son offre, Handelsbanken investira près de 100 M€ pour développer ses services en ligne. Avec l'accélération des fermetures de Handelsbanken, le nombre de guichets aura diminué de plus de 40% en moins de 10 ans, passant de plus de 1 800 unités en 2012 à environ 1 100 fin 2021.

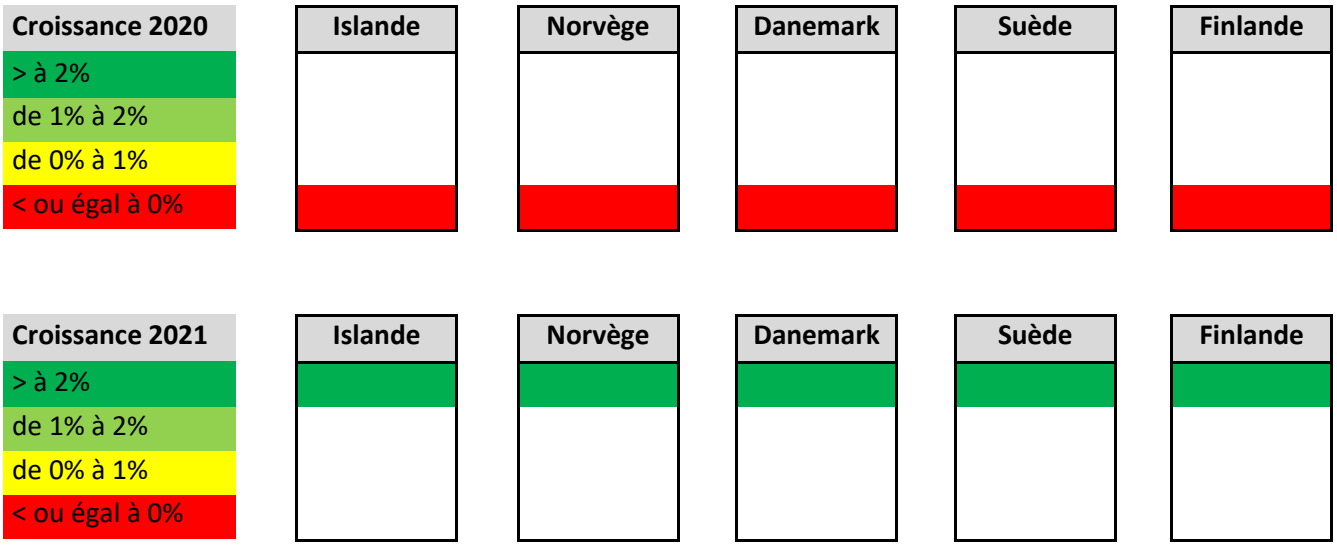
La licorne suédoise de fintech suédoise Klarna est désormais valorisée à 92 Mds SEK (10,5 Mds$, 8,9 Mds€), soit la moitié des banques SEB, Handelsbanken ou Swedbank. Klarna est la deuxième entreprise de tech suédoise en termes de valorisation, après Spotify (391 Mds SEK ; 37,6 Mds€) et devaçant Embracer (64 Mds SEK ; 6,2 Mds€), Skype (53 Mds SEK ; 5,1 Mds€, racheté par Microsoft en 2011), King (50 Mds SEK ; 4,8 Mds€), Paradox Interactiv (23 Mds SEK ; 2,2 Mds€), Izettle (19 Mds SEK ;1,8 Md€, racheté par Paypal en 2018), Mojang (18 Mds SEK ; 1,7 Md€, racheté par Microsoft en 2014) et Trustly (16,5 Mds SEK ; 1,6 Md€).

Le gouvernement augmente les aides financières pour les agriculteurs et allouera près de 305 M€/an en 2021 et 2022 au programme de développement rural dans le PLF 2021. Au total, l'enveloppe suédoise pour le deuxième pilier atteindra 500 M€/an en 2021 et 2022 en prenant en compte le cofinancement de l'UE. La Fédération Agricole suédoise LRF se félicite que l'État accepte d'augmenter sa part de cofinancement à environ 60%. Les décisions prises sur le budget européen 2021-2027 auraient dû se traduire par une baisse des aides agricoles suédoises de près de 50 M€/an. La décision du gouvernement permet de maintenir les aides à leur précédent niveau. Pour la fédération LRF, il est important que les agriculteurs suédois ne paient pas pour le Brexit.

Le prix des céréales certifiées bio en baisse en raison d'une surproduction. La bonne récolte bio se traduit par une surproduction bio dans la zone nordique, selon la coopérative agricole suédoise Lantmannen. Le prix de vente du seigle bio est désormais inférieur à celui du seigle conventionnel sur les marchés à termes (0,12€/kg contre 0,13€/kg pour octobre-décembre). Au Danemark, le seigle et l'avoine bio se vendent également à des prix proches de ceux des céréales conventionnelles. Le marché nordique ne s'est pas encore adapté à la transition rapide des céréaliers vers le bio, ce qui explique cette baisse des prix selon Lantmannen.

Ericsson absorbe Cradlepoint pour créer de nouvelles sources de revenus. L'équipementier Ericsson vient d'acheter l'américain Cradlepoint (siège à Boise, Idaho), spécialiste des solutions Wireless Edge Wan 4G et 5G, pour 1,1 Md$, afin de proposer des services annexes compatibles avec les infrastructures 5G (Internet of Things).

1. *Prévisions de croissance pour les pays nordiques*



Source : *Commission Européenne, prévisions d'été* (juillet 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-4,5	4,2	-5,5	1,3	-2,0	2,0	-4,6	4,1	-9	5,0
Banque centrale	-	-	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	-1,7	3,8	-6,9	4,6	-8,0	2,4
Institut stat./conj****.	-3,5 à -5,5	-	-1 à -5	1,1	**-1,9**	**3,6**	-5,7	3,4	-8,4	4,9
Commission*	-5,2	4,3	-6,3	2,8	-5,5	3,0	-5,3	3,1	-5,0	2,4
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-6,3	2,9	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	-5,8	3,7	-7,9	3,7	-6,0	4,7	-6,7	1,7	-9,9	4,6
SEB	-4,5	5,0	-2,9	3,2	-2,6	3,4	-3,8	4,2	-	-
Nordea	-4,5	3,0	-5,0	3,0	-3,5	4	-3,5	4,0	-	-
Danske Bank	-2,5	2,5	1,0	1,4	-3,5	3,5	0,7	1,5	-	-

Source :
* *Prévisions de printemps* (mai 2020) *et d'été* (juillet 2020)
** *World Economic Outlook* (avril 2020)
*** *Perspectives économiques* (juin 2020)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

2. *Autres indicateurs macroéconomiques*

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-3,9	-2,4	-7,2	-4,0	7,6	-	**-4,2**	**-1,6**	-1,7	-
Commission*	-7,2	-2,3	-7,4	-3,4	4,7	9,2	-5,6	-2,2	-5,9	-2,9
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	-9,1	-7,2	-8,4	-7,4	-2,4	-0,1	-8,8	-8,5	-9,8	-6,4

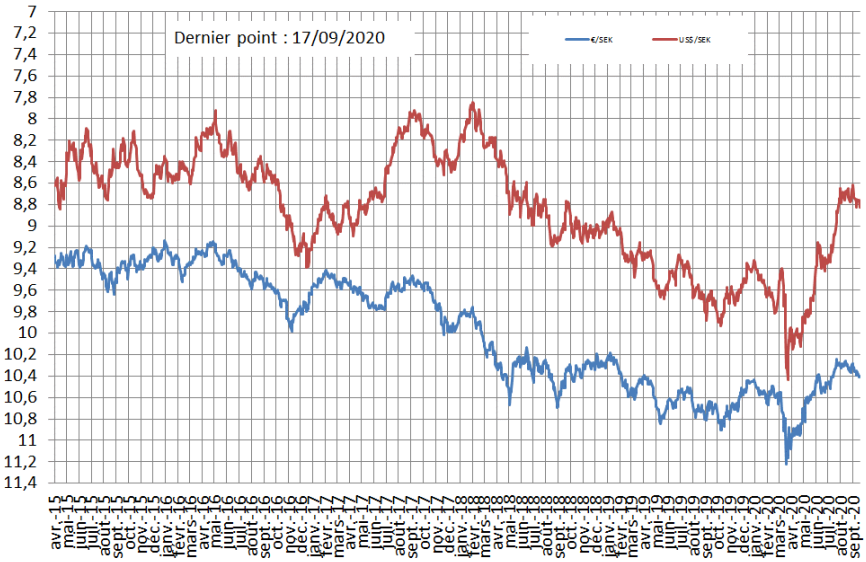
	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	43,2	41,5	69,1	71,5	-	-	**40,9**	42,0	-	-
Commission*	44,7	44,6	69,4	69,6	46,7	43,2	42,6	42,5	48,5	48,8
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
inflation (IPCH)*	0,3	1,2	0,3	1,1	**3,1**	**2,2**	0,6	1,1	5,5	4,2
cons. privée*	-6,4	5,9	-7,9	4,9	**-7,2**	**7,9**	-5,2	3,4	-5,3	0,2
chômage (BIT)*	5,8	5,7	8,3	7,7	**4,9**	**4,5**	9,7	9,3	7,3	6,7

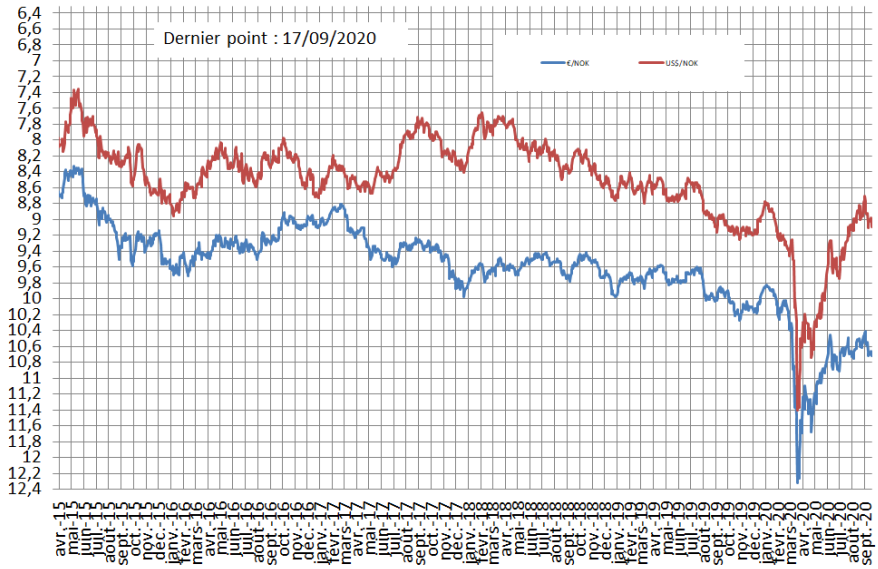
Source :
* *Prévisions de printemps* (mai 2020) ***et d'été*** (juillet 2020)
** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)
*** *Perspectives économiques* (juin 2020)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Ingalill d'Armaillé (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, P. Caceres), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, F. Belle-Larant), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, E. Tredez) et du Service Economique Régional de Stockholm (I. D'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Charrier, L. Damblemont).